



La républiquette de l'Ituri » en République démocratique du Congo : un Far West ougandais



Alphonse Maindo Monga Ngonga
, *Politique africaine* 2003/1 (N° 89), p. 181-192.

ALPHONSE MAINDO MONGA NGONGA

« LA RÉPUBLIQUETTE DE L'ITURI » EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO : UN FAR WEST OUGANDAIS ¹

L'ITURI EST DEvenu UN FAR WEST OÙ LA CHASSE AU TRÉSOR EST TERRIBLE. RÉPUBLIQUE BANANIÈRE OUGANDAISE, L'UPDF Y FAIT ET DÉFAIT LES ROIS AU GRÉ DES INTÉRÊTS DE SES OFFICIERS. LA REVENDICATION AUTONOMISTE SUR FOND DE CONFLIT ETHNIQUE, FONDS DE COMMERCE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE D'UNE ÉLITE DE L'ITURI, PERMET À CES DERNIERS DE TROUVER DES SOUTIENS LOCAUX. ELLE SERT AINSI À PROLONGER ET À MASQUER L'OCCUPATION ET LE PILLAGE. DES MILICES ETHNIQUES, DES BANDES ARMÉES RIVALES SOUTENUES PAR DIFFÉRENTS CLANS DE L'UPDF, VOIRE DES FACTIONS DE CELLE-CI, S'Y LIVRENT UNE GUERRE IMPITOYABLE.

Le district de l'Ituri, situé dans la Province orientale de la RDC, vit depuis août 1998 sous occupation ougandaise. En juillet 1999, le général ougandais James Kazini en a fait une province. L'Ituri a une superficie de 65 000 km² (plus de deux fois la Belgique), une population estimée à plus de 4 000 000 d'habitants en 1999 et composée de 27 groupes ethniques. Il est ravagé par la rivalité meurtrière entre deux groupes, les Hema et les Lendu (qui ne sont pas les plus importants du point de vue démographique), qui s'accusent réciproquement de volonté d'extermination. L'explication en serait la suivante : les Hema se considèrent comme une « race supérieure » ayant vocation à dominer les Lendu ; ceux-ci s'estiment les habitants originels de l'Ituri, dont les terres auraient été extorquées par les Hema² qui tenteraient de restaurer un vaste

empire « hima-tutsi » englobant les territoires actuels de l'Ouganda, du Rwanda, du Burundi, de la RDC, de l'Éthiopie, de l'Érythrée, de la Somalie, voire de la Tanzanie et du Kenya – ce dont les Hema se défendent en arguant qu'ils revendiquent uniquement l'autonomie de l'Ituri.

Ce district du Nord-Est congolais est administré par des « procureurs » désignés et cooptés par l'Ouganda, acceptés par les seules élites hema ténors de l'autonomie. Ces élites prétendent que l'ingérence de l'Ouganda et surtout la création *de facto* de la province de l'Ituri servent les intérêts des populations. Deux « procureurs » militaires ont tenté sans succès de s'émanciper de cette double tutelle et ont failli payer cher leur volonté de se distancier des diktats ougandais et de l'hégémonie hema en Ituri ; ils ont échappé à plusieurs tentatives d'élimination physique.



Aujourd'hui, cette partie de la RDC, riche en ressources naturelles (or, produits agropastoraux, bois, café, et peut-être pétrole^{3...}), exprime des velléités d'autonomie au point que l'on n'hésite plus à parler de la « république de l'Ituri ». Pour certains observateurs, il s'agit simplement d'un *Far West* ougandais qui attire trafiquants et aventuriers en quête de fortune. D'autres considèrent ce territoire comme une province ougandaise francophone. Comment comprendre alors ce projet d'une république autonome de l'Ituri souhaité par les Hema et soutenu par des officiers ougandais, dont le général James Kazini et Salim Saleh qui veulent faire main basse sur les richesses de l'Ituri ? Les Hema ont pendant plus d'un siècle dominé leurs voisins en Ituri. Éleveurs en quête d'espace pour les pâturages, ils ont conquis des territoires par la force ou au moyen d'alliances. La colonisation les a favorisés au détriment de leurs voisins lendu, victimes notamment de préjugés raciaux. La vie économique et politique en Ituri (Bunia) a été largement dominée par les élites hema. Ces dernières années, l'émergence d'une élite lendu et l'éveil d'une conscience lendu revendiquant la primauté au nom de l'autochtonie a ravivé les antagonismes et la compétition ethnique. En effet, les intérêts des élites hema se trouvent menacés alors même que ces dernières entendent consolider leur hégémonie en Ituri, voire l'étendre sur la Province orientale. Minoritaires, elles trouvent en l'Ouganda un allié militaire. Leur cheval de bataille est l'autonomie de l'Ituri, dont les partisans se comptent pourtant sur le bout des doigts. Cette situation convient aux Ougandais, à la recherche d'un soutien dans leurs aventures congolaises. Mais c'est ignorer la capacité de résistance des populations de ce district, qui

vivent cette *joint-venture* ougando-hema comme une entreprise de prédation et un complot visant à les asservir tout en les soustrayant à la RDC. Peut-on parler d'une réelle menace de balkanisation du Congo dans une région si instable ? La revendication d'une « république de l'Ituri » est plus un moyen de faire monter les enchères qu'un réel projet politique. Pour certaines élites hema désireuses de réinvestir un espace politique provincial et national dont elles estiment avoir été injustement marginalisées jusqu'ici, il s'agit avant tout de négocier âprement la réinsertion de l'Ituri dans l'espace national. La récente scission au sein de l'UPC, l'Union des patriotes congolais, porte-étendard de la revendication autonomiste hema, constitue un coup dur pour les tenants de ce projet et en révèle, s'il en était besoin, l'aspect instrumental, voire « alimentaire ». Thomas Lubanga et son ancien bras droit Khawa Panga Mandro, président du nouveau Front pour l'intégration et la paix en Ituri (Fipi), défendent désormais deux positions radicalement opposées : l'un exige le retrait total des troupes ougandaises de l'Ituri et l'autre leur maintien. Quels en sont les enjeux ? Et quelle serait la viabilité d'une telle entité ?

DU DISTRICT À LA « PROVINCE OUGANDAISE FRANCOPHONE » DE L'ITURI

Tout est parti de la crise entre Laurent Désiré Kabila et ses alliés ougandais et rwandais, qui lancent une offensive militaire contre la RDC en 1998. Pour masquer l'invasion, comme en 1996 avec l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) et Laurent Désiré Kabila, ils créent un mouvement rebelle congolais : le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD),

qui réunit des gens aux convictions et aux itinéraires politiques différents, voire opposés : mobutistes, anti-mobutistes, opposants de l'AFDL, anciens membres de l'AFDL, jeunes universitaires sans horizon professionnel... Très vite, pourtant, Ougandais et Rwandais s'affrontent sur le sol congolais.

Les deux parrains de la guerre congolaise s'étaient auparavant répartis des zones d'influence. L'Ouganda avait pris le Nord et le Nord-Est, le Rwanda le reste, Kisangani étant le seul endroit où coexistaient les deux armées d'occupation. Par trois fois, les deux alliés se battent à Kisangani. Dès les premiers affrontements de 1999, certains auxiliaires congolais de l'Ouganda décident de s'installer au Nord-Est. En juin 1999, le général ougandais James Kazini, alors commandant des opérations en RDC, instaure la province de Kibali-Ituri, qui comprend les districts de l'Ituri et du Haut-Uélé dont la direction échoit à Adèle Lotsove.

Si les Hema jubilent en Ituri (Adèle Lotsove est une Hema), les populations et les élites du Haut-Uélé ainsi que les autres communautés de l'Ituri (dont les Lendu) s'y opposent. Le Haut-Uélé ne veut pas être placé sous la domination de l'Ituri, ni devenir une nouvelle province autonome. Les Lendu y voient un pas de plus dans la tentative hema de les asservir. Déjà, la plupart des terres agropastorales de l'Ituri sont la propriété de fermiers hema qui emploient de la main-d'œuvre lendu. Les Lendu estiment avoir été dépouillés de leurs terres ancestrales par les Hema et les Belges et contraints à travailler comme métayers pour les propriétaires terriens hema. Ils se considèrent comme exploités et asservis. La terre est un enjeu de taille dans une zone à forte densité démographique et essentiellement agropastorale. De plus, cette décision

apparaît comme la mise en œuvre du projet d'empire « hima-tutsi » visant à soumettre toutes les populations, bantoues notamment, de la sous-région à un « Tutsi Power ». Enfin, le fait que des troupes d'invasion et d'occupation hima-tutsi (le président Museveni est considéré comme un Hima) placent une Hema à la tête de l'Ituri semble faire partie d'un plan hema pour s'assurer tous les postes de commandement et contrôler tous les secteurs d'activité en Ituri. Toute l'internationale hima-tutsi se mobiliserait ainsi pour la soumission des Lendu. Ce serait un empire mené par un groupe ethnique.

Les légalistes, quant à eux, arguent qu'une province ne peut fonctionner sans texte légal. Alors Mme le « Gouverneur de Province de l'Ituri » prend l'arrêté n° 01 / ALM / 001 / CAB / PROGOU / KI / 99 de juillet 1999 portant création de la province de Kibali-Ituri, au mépris des protestations des autres communautés et du district du Haut-Uélé. C'est une irrégularité au regard de la loi congolaise, car les frontières intérieures des entités administratives relèvent de la seule compétence du président de la République ou de l'Assemblée nationale. À moins qu'Adèle Lotsove ne se considère déjà comme président de la républiquette de Kibali-Ituri... À cette époque, forte du soutien du tout-puissant général ougandais James Kazini, elle ne reconnaît même pas l'autorité d'Ernest Wamba dia Wamba, président du RCD / Kisangani. Cependant ce dernier, également « président de la RDC », par le décret n° 0013 du 14 décembre 1999 crée la province de l'Ituri, sans le Haut-Uélé qui ne veut pas faire partie de la nouvelle « provincette ». Bénéficiant de l'appui de ses amis ougandais – notamment le colonel Otafire Kahinda, conseiller présidentiel pour



les affaires congolaises, le lieutenant-colonel Noble Mayombo, conseiller sur la sécurité à la Présidence, l'honorable James Wapakabulo, commissaire politique national, et le colonel Charles Angina, commandant du secteur Ituri de l'UPDF – et profitant des ennuis de James Kazini et de Salim Saleh⁴, les principaux parrains de Mme le « proconsul », il obtient de Kampala la révocation de Mme Adèle Lotsove.

**L'EMPIRE HIMA-TUTSI, UN MYTHE
QUI FAIT COULER BEAUCOUP DE SANG
EN ITURI**

Avec la création de la province de l'Ituri, la coexistence interethnique, déjà fort difficile, se transforme en un conflit armé ouvert opposant notamment les communautés hema-gegere⁵, d'une part, et lendu et ngiti d'autre part. C'est une guerre dans la guerre : le conflit lendu-hema connaît sa crise la plus longue et la plus meurtrière sur fond d'influences étrangères et cause la mort de 10 000 à 20 000 personnes, selon les sources⁶. Comment en est-on arrivé là ?

Ce n'est pas la première fois que ces deux communautés s'affrontent. D'après des personnes âgées membres de ces communautés, « les premiers conflits auraient eu lieu vers 1885 lorsque les pasteurs hema du Sud vinrent faire paître leurs troupeaux bovins chez les Lendu avec l'aide des Anglais qui voulaient les imposer, mais cela a chauffé. Par la suite, il y eut d'autres guerres en 1911, 1921, 1975, 1982 et 1994. Cependant, il n'y en a jamais eu d'aussi longues et meurtrières⁷ ». Tous les observateurs et spécialistes de la région admettent en effet que la crise de 1999, toujours en cours, est la plus longue et la plus violente⁸.

Au moins six causes peuvent expliquer cette explosion de violence en Ituri : la pression démographique, les problèmes fonciers, l'idéologie ethnique et raciste, les enjeux économiques, les influences étrangères, l'utilisation des milices tribales dans le jeu politique. La densité de population, de 62 habitants/km² (soit près de trois fois la moyenne nationale), avoisine celle de certains pays européens. Il n'y a aucune infrastructure, aucun avenir pour les jeunes ; la terre et le pâturage constituent les principales ressources de la région. La forte densité démographique réduit et raréfie encore les terres cultivables ainsi que les pâturages. Cette forte densité reflète une croissance démographique non maîtrisée : de 600 000 habitants en 1946, la population de l'Ituri est passée à plus de 4 000 000 en 1999 ; entre 1999 et 2001, la cité de Bunia est ainsi passée de 90 000 à 250 000 âmes.

La question foncière pose également un problème de justice sociale. Sous la colonisation, les colons se sont appropriés les meilleures terres et ont privilégié les Hema au motif qu'ils étaient « dociles et disciplinés ». Vers 1974, à la faveur de la « zaïrianisation », nombre de barons hema ont préféré acquérir des fermes plutôt que des commerces, contrairement aux Lendu. La tâche s'est avérée d'autant plus facile que le ministre de l'Agriculture de l'époque, D'zobo Kalogi, était un Hema. Par la suite, la défaillance de l'État a permis d'autres appropriations irrégulières. Dès lors, la plupart des terres sont devenues propriétés des fermiers hemas, qui détiennent de vastes domaines cultivés par des paysans lendu. Il n'est pas rare d'entendre un Hema dire avec condescendance « mes Lendu » (« *Balendu yangu* » en swahili).

C'est à ce niveau qu'intervient l'idéologie ethnique et raciste diffuse quasiment dans toute la sous-région des Grands Lacs. Les interventions de l'Ouganda et du Rwanda au Congo sont interprétées à travers un prisme pseudo-historique⁹ et fortement idéologique, celui de la volonté de restaurer le prétendu empire hima-tutsi. Il s'agit de reconstituer un pseudo-empire hamite et nilotique pour dominer les Bantous par tous les moyens, y compris par les armes. Des milliers de personnes ont péri à cause de cette idéologie, et c'est cette lutte qui se jouerait aujourd'hui en Ituri. Les Lendu combattent ce projet « machiavélique », mais ils ne sont pas plus bantous que les Hema ; on a donc affaire à une compétition paroxystique entre deux communautés cherchant à contrôler, sur fond de crise politique majeure et de concurrence politique hors norme, un espace vital devenu trop exigü. Le mythe est encore plus radical : un tel empire n'a jamais existé dans la sous-région ; la langue parlée par les Tutsi est une langue bantoue, celle des Lendu est de souche soudanaise.

Au nom de cette idéologie raciste, des milices ethniques ont été constituées au sein de chaque groupe, qui sèment la mort et la désolation. Les milices lendu et ngiti vivent exclusivement en zones rurales, alors que les milices hema-gegere sont urbaines et rurales. Les milices lendu s'appellent « combattants », les groupes armés ngiti sont surnommés « vietnamiens » car ils prétendent faire subir aux Ougandais le sort que connurent les Américains au Vietnam. Ils ont joui un temps du soutien des Bira, des Alur (auparavant associés aux Hema) et des Niari (autrefois neutres). Leurs effectifs sont difficiles à estimer : en juillet 2002, plus de 1 500 « combattants »

avaient rejoint l'APC (Armée du peuple congolais du RCD/ML) à l'appel de sa direction et étaient regroupés au camp Ndoromo à Bunia ; mais ce groupe ne serait qu'une fraction des « combattants ». Selon un humanitaire présent dans la zone depuis deux ans, il y aurait entre 10 000 et 15 000 miliciens lendu et ngiti. Ceux-ci reçoivent une formation militaire à Mbau (à 45 km de Bunia) pour les Lendu et à Gety (à 60 km de Bunia) pour les Ngiti. Le premier centre d'instruction serait dirigé par un ancien adjudant en chef des Forces armées zaïroises (Faz) et ravitaillé en armes et en munitions depuis Kpwan-druma (à 150 km de Bunia au nord de Djugu) par le colonel Peter Karim de l'UPDF (Forces de défense populaire ougandaises, l'armée ougandaise). Conscients de l'impossibilité de gagner la guerre sans une organisation matérielle et financière efficace, ils collecteraient des fonds auprès des familles lendu et ngiti, ceux qui n'ont pas d'argent devant payer en nature ou en hommes, en envoyant leurs enfants au camp de formation.

Avant une offensive, les « combattants » s'abreuvent de « *mayi ya mbau* », un cocktail à base de plusieurs plantes investi de vertus mystiques : rendus invincibles, invisibles à l'ennemi et invulnérables à ses balles, les guerriers se déplaceraient à la vitesse d'une flèche et pourraient prendre d'assaut un village ennemi sans lui laisser le temps de se défendre. C'est ce qui expliquerait les massacres. Le « *dawa ya ndege* » (fétiche de l'oiseau), autre breuvage, donnerait quant à lui l'agilité d'un oiseau et permettrait de mener des actions « commando » dans le camp ennemi et de s'échapper sans peine. Celui qui réussit à rapporter un organe (la tête, la langue, le cœur, etc.) de l'ennemi est considéré



comme un « homme », *i. e.* un intrépide, mâturé et capable de défendre la communauté. Le 19 janvier 2001 à l'aube, les « combattants » ont attaqué les positions ougandaises à l'aéroport de Bunia. Ils visaient l'hélicoptère de combat que les Ougandais louent 3 000 dollars la sortie aux Hema. Bilan de l'opération : une quarantaine d'Hema et une soixantaine d'Ougandais tués. Informé de l'attaque, le commandant du contingent ougandais avait choisi d'ignorer la menace, estimant que des « combattants » armés de machettes, d'arcs et de lances, à moins d'être fous et suicidaires, ne se risqueraient pas à attaquer ses troupes. Le lendemain de la bataille, des représailles ont été menées contre les « combattants », dont les têtes empalées ont défilé dans la ville. Depuis fin 2002, les Lendu se sont regroupés au sein du Front nationaliste intégriste (le FNI).

Les Hema ont également leurs groupes armés et sont partenaires des Gegere, principaux financiers des milices, qui « ont établi des liens étroits avec des commandants et des troupes de l'UPDF dans la région et travaillent étroitement avec eux pour procéder à des échanges transfrontaliers¹⁰ ». Ils possèdent deux centres d'instruction militaire : Mandro, à 15 km de Bunia, et Bogoro, à 25 km de Bunia, sur la route du lac Kasenyi. Mandro est dirigé par un officier de l'APR (Armée populaire rwandaise), Bosco Taganda. Il existerait également un centre à Sota (70 km de Bunia) pour les Hema d'Irumu. Jusqu'en février 2003, tous les miliciens hema et gegere étaient regroupés sous la bannière de l'Union des patriotes congolais (UPC) commandée par Thomas Lubanga, un psychologue d'une quarantaine d'années, ancien militant de l'UDPS d'Étienne Tshisekedi et homme d'affaires avant d'offrir

ses services au « proconsul » ougandais en Ituri, Adèle Lotsove. Propulsé « ministre » de la Défense du RCD/ML par Mbusa Nyamwisi en récompense de son soutien pour chasser Jean-Pierre Bemba de l'Ituri, il recrute massivement au sein de son ethnie et détourne des équipements et des uniformes pour ses miliciens afin de contrer l'influence de John Tibasima, hema et vice-président du RCD/ML. On évalue entre deux et trois mille le nombre de miliciens effectivement formés, sans compter les milliers d'autres jeunes Hema ou Gegere « réservistes ». Le 13 février 2003, la rupture est consommée entre Thomas Lubanga et son principal lieutenant, le chef coutumier Khawa Mandro, chef du commando ayant enlevé le ministre Ntumba Luaba en septembre 2002 à Mandro en échange de la libération des leaders hema arrêtés et livrés par Mbusa et les autorités de Kampala à Kinshasa pour leur implication dans les massacres des Lendu en Ituri. Le Front pour l'intégration et la paix en Ituri (Fipi) est donc né avec la bénédiction personnelle du chef de l'État ougandais, « trahi » par Thomas Lubanga qui s'est trop rapproché de Kigali et dont des bataillons sont actuellement stationnés en Ituri aux côtés de l'UPC. Pour financer leurs opérations, un « impôt de guerre » obligatoire (en nature ou en espèces) est perçu auprès de tous les membres de la communauté. Ceux qui n'ont rien à donner offrent au mouvement des jeunes conscrits.

Depuis que les politiques ont compris que les milices tribales pouvaient aider à prendre le pouvoir, ils les instrumentalisent. Thomas Lubanga a ainsi été appelé en renfort par Mbusa Nyamwisi (un Nande) et John Tibasima (un ancien député mobutiste du groupe hema) dans leur lutte contre Ernest Wamba. Ce dernier éliminé, ses tombeurs se

sont débarrassés de Thomas Lubanga et l'ont livré à Kinshasa. Dès lors, les Nande sont des traîtres pour les Hema. Ces derniers semblent d'ailleurs considérer tous ceux qui ne soutiennent pas leur cause contre les Lendu comme leurs ennemis. C'est pourquoi le conflit Hema-Lendu s'étend progressivement à d'autres groupes de l'Ituri, mais aussi parmi les « djadjambo » (non-originares). Cette extension est d'autant plus aisée qu'il y a un véritable vide de pouvoir. D'ailleurs, la concomitance entre les crises politiques majeures et les crises ethniques est très frappante. Les conflits ethniques en Ituri, en 1975, 1982, 1994 et depuis 1999 (en cours), coïncident avec des périodes critiques de la vie politique nationale. Ces crises qui traversent l'État entraînent l'amenuisement de ses ressources et une lutte pour le leadership qui est aussi une lutte pour la survie (politique). Dans un contexte d'État failli et de compétition aiguë, les milices jouent un rôle important dans la course au pouvoir et la chasse au trésor. « Certains leaders se sont appuyés sur les milices tribales à cause des crises de notre mouvement pour se donner une base et un poids politique qu'ils n'ont pas », confie un cadre lendu du RCD/ML sur un ton de reproche. C'est grâce à sa milice ethnique Usalama que Mbusa Nyamwisi a pu mener en 2000 un putsch contre son président Wamba. L'année suivante, la même milice, appuyée par celle de l'UPC de Thomas Lubanga, chassait du Nord-Kivu et de l'Ituri les hommes de Bemba, pourtant venus dans le cadre d'une alliance.

En Ituri, les milices tribales se nourrissent de préjugés pour justifier leur action. La naissance du Fipi pourrait cependant introduire une nouvelle donne dans le paysage fluctuant de l'Ituri en bouleversant les calculs politiques

et économiques et en constituant à terme un espoir de paix en Ituri. Cette organisation regroupe en effet le Pusc (Parti pour l'unité et la sauvegarde de l'intégrité du Congo de Khawa, Hema du Sud), le FNI (Front nationaliste intégriste) des Lendu et le FPDC (Front pour la démocratie au Congo) des Alur et autres communautés de Aru. Son credo est l'intégration nationale et non pas l'autonomie de l'Ituri revendiquée par l'UPC et ses principaux leaders Thomas Lubanga et Adèle Lotsove. Le Fipi revendique déjà, à la date du 28 février 2003, plusieurs victoires militaires sur l'UPC : la chute de Bogoro et de Tchai, localités proches de Bunia. Il y a cependant tout lieu de craindre une confrontation UPDF-APR en Ituri, comme à Kisangani en 1999 et 2000.

« *Inchi ni yenu, lakini order ni yetu* »

« Le pays vous appartient, mais le commandement nous revient. » Ainsi pourrait-on traduire cette expression. Des officiers ougandais aiment à le rappeler aux Congolais, alliés ou non : rien ne se fait ni ne se décide sans l'accord du parrain ougandais, nomination, arrestation, opération militaire, opération de police... Mieux, tout se fait sur ordre, par procuration ougandaise. Les « gouverneurs » sont donc des « procureurs » de l'empire ougandais, auprès duquel ils prennent leurs ordres. Ceux qui tombent en disgrâce, malgré leur relative popularité ou le soutien de leurs pairs rebelles, sont relevés de leurs fonctions, au mieux par une convocation à Kampala, au pire chassés par la force militaire. Quelques-uns, comme Ernest Wamba en 2000 à Bunia ou Jean-Pierre Bemba en 2001 à Beni, ont été quasiment exfiltrés grâce à des chars de combat par l'UPDF alors qu'ils étaient encerclés



par leurs adversaires militaro-politiques soutenus par la même UPDF. Le père initiateur de la province de l'Ituri, le général James Kazini, alors chef des opérations militaires en RDC et actuellement chef d'état-major général de l'UPDF, est également le parrain de l'UPC (Union des patriotes congolais). En protecteur intéressé de Thomas Lubanga, il a maintenu la milice UPC en plein cœur de Bunia, laissant un quartier entier de la cité soumis à l'arbitraire de sa milice tribale. Malgré les provocations et l'insécurité générées par cette situation, le RCD/ML, en principe chargé d'administrer la région, n'avait pas le droit de la chasser de la ville : à chaque fois qu'il a tenté d'ignorer cet interdit, l'UPDF est intervenue avec un déploiement de forces démesuré (chars de combat, autos blindées, artillerie lourde, etc.) pour défendre les miliciens hema. L'armée ougandaise a de même protégé Richard Lonema, un lieutenant de Thomas Lubanga recherché pour sa participation aux massacres des Lendu. L'aéroport et tous les points stratégiques de Bunia (voies d'accès, barrage hydroélectrique, radio Candip...) sont tenus par les troupes ougandaises.

Un autre signe de la toute-puissance ougandaise dans la région est la convocation d'une conférence pour la paix en Ituri par Kampala au même moment que celle organisée par Kinshasa, comme pour contrer cette pacification. Les notables, chefs coutumiers, rebelles congolais, etc., se sont réunis à Kampala dans la première quinzaine de septembre 2002. De cette façon, Kampala a saboté la conférence de Kinshasa. C'est au cours de cette même période que le ministre des Droits humains de Kinshasa, Ntumba Luaba, en mission de pacification en Ituri, a été enlevé par les miliciens hema sans que l'UPDF, qui contrôle pourtant

la zone, n'intervienne. Le ministre a été libéré en échange des prisonniers hema détenus à Kinshasa.

Alors que le RCD/ML (avant d'être chassé de Bunia en août 2002) est cantonné uniquement au sud de la ville et l'UPC au nord, l'UPDF est partout déployée : elle est la seule à pouvoir aller de part et d'autre des deux groupes et à détenir des armes lourdes. La domination ougandaise est évidente. L'Ituri reçoit ses ordres de Kampala, dont l'armée offre à Bunia une image de sa déliquescence : une armée sans loi ni foi qui marchande tous ses services. « Nous sommes d'accord avec le principe de solidarité. Mais le comportement de certains officiers ougandais n'est pas basé sur le principe de solidarité avec les objectifs de la libération du peuple congolais des pratiques de dirigeants politiques congolais. On constate que des officiels ougandais préfèrent appuyer les Congolais qui sont prêts à acheter les consciences », observe la direction du RCD/ML¹¹. Le convoi des transporteurs routiers est monnayé 50 et 100 dollars respectivement pour les petits et les grands camions. Des troupes sont payées pour protéger des particuliers, des hommes d'affaires en général. Des armes et des munitions sont vendues par des officiers à toutes les factions en conflit, des troupes et des hélicoptères de combat ougandais sont loués pour massacrer des civils. Des trafics de toutes sortes sont organisés avec l'Ouganda. Par exemple, les produits pétroliers coûtent deux fois moins cher en Ituri qu'en Ouganda. Ils sont importés officiellement pour le Congo *via* l'Ouganda ; soit ils disparaissent en Ouganda sans jamais traverser la frontière entre les deux pays, soit ils arrivent en RDC, mais pour repasser aussitôt la frontière par les « *panya roads*¹² » de

manière à alimenter le marché noir ougandais. Les droits de douane dans les deux pays ne sont pas réglés. Ces pratiques, fort rentables pour les hommes d'affaires peu scrupuleux et les officiers affairistes, concernent évidemment d'autres biens. Les activités commerciales de l'armée ougandaise (UPDF) dans le secteur aurifère expliquent pourquoi les exportations d'or de l'Ouganda ont augmenté au point d'excéder la capacité nationale : de l'or est effectivement transporté par l'UPDF de la RDC vers Kampala, où il est exporté.

Pire, des clans basés sur le clientélisme et l'ethnisme y règnent et conditionnent l'allégeance et l'obéissance à la hiérarchie ainsi que le soutien aux leaders congolais. Même les rebelles congolais fustigent de tels déchirements. Ils ont publié le communiqué suivant, qui :

« 1. condamne avec la dernière énergie le comportement colonial et l'insécurité entretenue par le colonel Muzora et le major Mawa¹³ de connivence avec des forces classées négatives aux accords de Lusaka que l'Ouganda et le RCD Kisangani ont signés de bonne foi ;

2. s'indigne de l'association criminelle entre certains éléments de l'armée ougandaise et des groupes déstabilisant le Congo et l'Ouganda ;

3. demande qu'une enquête soit ouverte sur les agissements des officiers précités ainsi que tous ceux qui ont été responsables des affrontements sanglants entre unités de l'UPDF et l'APC en causant d'innombrables pertes parmi des frères au lieu de combattre l'ennemi et de sécuriser la population. Nous citons comme exemple : les affrontements de Nia Nia entre l'UPDF loyale soutenant le RCD/Kis et les éléments de l'UPDF soutenant les crimes économiques de Roger Lumbala ; les éléments de l'UPDF qui ont participé aux trois attaques contre la résidence du résident Wamba qui était également défendue par l'UPDF, batailles qui ont causé des dizaines de morts ougandais et congolais les

5 et 15 novembre 2000 ; les soldats ougandais qui sont venus en renfort avec une automitrailleuse "MAMBA" pour attaquer l'APC et l'UPDF basés à Beni et installer par la force un gouverneur putschiste [...].

4. [réaffirme que] de par les accords de Lusaka, l'Ouganda reste garant de la sécurité dans l'espace sous contrôle du RCD/Kisangani, et nous lançons encore une fois un appel au gouvernement ougandais et à la direction de l'UPDF afin que toutes les mesures soient prises pour la protection des personnes et leurs biens et le libre fonctionnement des institutions et de l'administration du Mouvement... Il est urgent que les indisciplinés congolais et ougandais soient conjointement et rapidement neutralisés, afin qu'ils ne corrompent pas nos armées...¹⁴ »

Des affrontements mettant aux prises des factions différentes de l'UPDF se produisent souvent au nord-est du Congo. Ainsi, en décembre 2000, le commandant Mawa Muhindo, de la Division militaire de Kasese mais basé à Bwera en Ouganda, dirige une colonne motorisée avec automitrailleuses sur Beni-Lubero pour y installer de force un nouveau gouverneur, Kayisavera Mbake, ancien lieutenant-colonel des FAZ. Il est défait par le contingent local de l'UPDF et doit battre en retraite. Proche du général James Kazini et de Salim Saleh, il a été payé par Mbusa Nyamwisi et John Tibasima, adversaires d'Ernest Wamba, pour renverser le gouverneur nommé par ce dernier qui bénéficie de soutiens dans l'entourage proche de Museveni. Auparavant, il avait fourni des armes et des munitions aux Ngilima, des miliciens proches de Mbusa Nyawisi, pour attaquer le corps expéditionnaire ougandais dans la zone de Beni-Butembo en octobre 2000. Le lieutenant-colonel ougandais Peter Karim, un Alur dépêché d'Ouganda pour secourir les Lendu, a livré bataille avec ses



troupes contre des hommes de son compatriote le lieutenant-colonel Arocha (commandant le secteur de Bunia et fidèle de Kazini, avec lequel il organise la formation militaire des Hema) dans le territoire d'Irumu. Le lieutenant-colonel Arocha menait des attaques contre les Lendu. Son contingent a échappé de justesse à une mutinerie conduite par son collaborateur, le lieutenant-colonel Kyakabale, qui n'approuvait plus leur implication partisane dans le conflit ethnique. Jean-Pierre Bemba, encerclé par des hommes de Mbusa appuyés par des éléments UPDF de la place aux ordres du colonel ougandais Burundi, a dû faire appel à James Kazini pour l'exfiltrer de Beni. Wamba dia Wamba se plaint du commandement du colonel Edison Muzora en ces termes : « Le respect de la loi quant aux violences inter-ethniques. Nous constatons, au contraire, dans le camp de l'UPDF la division en deux camps comme du temps de Kyakabale et d'Arocha. En d'autres termes, la question de l'unité du RCD/Kisangani doit aussi être considérée comme étant, en partie, le résultat du manque d'unité chez notre allié sur des questions fondamentales¹⁵. » Au quartier général du RCD/ML à Bunia, par deux fois, en juillet d'abord et du 5 au 15 novembre 2000 ensuite, de violents combats ont opposé sa garde présidentielle, appuyée par des éléments UPDF, à des mutins de Mbusa et Tibasima soutenus par d'autres éléments UPDF. Ceux qui se battent avec Wamba sont proches du colonel Otafiire Kahinda (ministre d'État à la Coopération internationale, conseiller présidentiel pour les affaires congolaises) et du lieutenant-colonel Noble Mayombo (conseiller présidentiel chargé de la sécurité) ; sur place, à Bunia, ce sont les commandants UPDF Tinkamanyire et Charles Angina. Aux côtés des mutins, on

retrouve le clan des officiers de la mouvance Kazini, et parmi eux le colonel Muzora (nouveau commandant du secteur de Bunia), le major Cliff (officier de renseignement du secteur de Bunia) et le major Kakoza Mutare. Outre des querelles de personnes, ces heurts sont la plupart du temps provoqués par des antagonismes liés à l'affairisme. Les troupes sont sacrifiées sur l'autel des intérêts des chefs. Pour les Congolais, tout cela rappelle une époque mémorable : la fin de règne de Mobutu. Les officiers sont moins des militaires que des hommes d'affaires. Faiseuse de « rois » en RDC, l'UPDF semble devenir le fossoyeur de l'oligarchie ougandaise. Par ses divisions, son indiscipline, l'affairisme de ses officiers et sa corruption étalés sur la place publique congolaise, elle pourrait s'avérer une menace pour le régime de Museveni au terme de l'aventure congolaise. Il est possible que les rébellions ougandaises de la Lord Resistance Army (LRA), notamment, soient instrumentalisées pour continuer à « occuper les troupes » en leur donnant l'opportunité de survivre, voire de s'enrichir. Les défaites de l'armée ougandaise face aux troupes de Kigali à Kisangani sont en partie le fait de généraux se préoccupant d'abord de leurs négoce (trafic du bois, du diamant, de l'or, voire de la fausse monnaie). Ce n'est sans doute pas un hasard si, chaque fois que Kampala annonce le retrait de ses troupes, les combats reprennent avec violence en Ituri, nécessitant un renforcement des forces ougandaises sur le terrain. À ce sujet, John Tibasima Mbogemu, vice-président du RCD/ML et Hema (de surcroît), estime « qu'il existe une organisation bien rôdée pour créer à la fois le désordre, des assassinats, des massacres des populations innocentes et la désolation. Ce groupe a acquis des armes et

des munitions leur permettant d'agir comme une véritable armée. [...] Car, à toutes les fois que l'Ouganda envisage de retirer ses troupes, il y a recrudescence de la violence. Maintenant qu'on envisage le retrait des pays impliqués dans la guerre au Congo, la communauté internationale doit intervenir afin de faire cesser ces tueries provenant des groupes qui bénéficient d'une assistance extérieure et faire cesser ladite assistance¹⁶. » L'assistance extérieure mentionnée ci-dessus provient de l'Ouganda mais aussi du Rwanda.

REVENDEICATION AUTONOMISTE EN ITURI : MODES D'EMPLOI

Au milieu de tout cela, seule note d'espoir, la population de l'Ituri reste très attachée à la nation et à l'intégrité du territoire. Elle aspire à la paix et appelle de ses vœux la restauration de l'État et la fin de la « colonisation » ougandaise. Entre octobre et novembre 2000, plusieurs manifestations populaires ont eu lieu à Bunia pour exiger le départ des troupes ougandaises de la RDC. Sur les banderoles et les calicots, on pouvait lire : « Non à l'esclavagisme », « Non à la recolonisation ougandaise », « Non à l'occupation permanente et à la domination étrangère », « Non aux mutineries à Bunia », « Le Congo aux Congolais », « Stop ! Que dit le RCD de l'insécurité, de l'impunité et du social du peuple »¹⁷. La préoccupation des gens se situe ailleurs, dans le quotidien : plus de sécurité afin de pouvoir travailler et circuler, fin de l'impunité pour rompre le cycle de la violence et des intolérances, fin de l'occupation ressentie comme une grande humiliation... Ceux qui prêchent la division semblent déconnectés de leurs bases : les gens ordinaires ne souhaitent qu'une chose, vivre ensemble en paix. Une tentative

de la « Jeanne d'Arc de l'Ituri », Adèle Lotsove, de mettre en circulation (et en vente) de nouvelles plaques d'immatriculation spécifiques à l'Ituri a été un fiasco, les propriétaires des automobiles et même les fonctionnaires publics ne voulant pas d'une réforme qui éloignerait davantage l'Ituri du reste du pays.

Sans le soutien de la majorité des groupes vivant en Ituri, le projet d'autonomie porté par une poignée d'élites hema extrémistes reste un slogan creux ou un vœu pieux. Au sein du groupe hema, la plupart de mes interlocuteurs m'ont affirmé leur attachement à la nation congolaise une et indivisible. Pour eux, donc, il n'est pas question de se séparer du reste du pays. Les Hema, promoteurs et fervents défenseurs de cette idée de « républiquette », ne représentent qu'une minorité de la population de l'Ituri et n'occupent qu'une infime partie de ce territoire. Démographiquement, leurs adversaires lendu sont de loin majoritaires et, farouchement opposés à cette idée, ils restent très attachés à la nation et à l'unité congolaise qu'incarne, à leurs yeux, le gouvernement de Kinshasa. Les officiers ougandais, eux, sont des « faiseurs de rois » dans les territoires placés sous leur contrôle et vendent leurs « services armés » au plus offrant ou au plus docile. La dernière preuve vient d'en être donnée en août dernier, lorsque l'UPDF a utilisé ses chars de combat et son artillerie lourde pour chasser le gouverneur militaire du RCD/ML, son allié, et installer l'UPC au pouvoir à Bunia.

Pour changer la situation en Ituri ou tout au moins l'améliorer, il importe que les troupes ougandaises se retirent. Contrairement à ce que pense le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, ce sont elles qui sont à la base de l'impunité, de l'instabilité



et de l'insécurité actuelles dans la zone. Elles jouent à la fois au pompier et au pyromane, un jeu dangereux pouvant se retourner contre ceux qui prétendent le maîtriser. L'Ouganda ne veut pas plier bagages et entend « quitter sans vraiment partir ». C'est pourquoi sont créés de toutes pièces de petits groupes armés contrôlés par Kampala et à même de défendre ses intérêts. Avec tous ces petits routelets plénipotentiaires, le pays risque de devenir ingouvernable. En retournant dans leur pays d'origine, les troupes de Museveni constitueront une menace pour son régime étant donné le degré de corruption, le tribalisme et le clientélisme qui rongent ce corps expéditionnaire. En outre, ces hommes ont pris l'habitude de vivre sur les populations, et il est à craindre qu'ils ne tentent de démettre leur président pour relancer la guerre ou tout simplement dans l'espoir de s'offrir ce qu'il ne peut pas leur donner.

Alphonse Maindo Monga Ngonga
Université Paris-I

1. Au moment du bouclage de ce numéro, le 6 mars, les troupes ougandaises aidées de forces supplétives locales lendu et ngiti ont expulsé les milices de l'Union des patriotes congolais de Bunia, alliées au Rwanda. Ces combats ont provoqué une mini-crise diplomatique.
2. Les Lendu sont des populations de souche soudanaise. Les Hema sont plutôt d'origine nilotique et parlent une langue fort proche du kinyarwanda ; ils se considèrent d'ailleurs comme des parents des Tutsi.
3. IRIN. *Bulletin hebdomadaire de l'Afrique centrale et de l'Est*, n° 129, 28 juin 2002.
4. À la suite d'événements intervenus durant 1999 et impliquant ces deux officiers, leur cote auprès du président Museveni est au plus bas. Parmi ceux-ci, la défaite lors de la première guerre de Kisangani et la grogne subséquente des troupes qui accusent leurs chefs de se livrer à des trafics et de faire fructifier leur solde dans les diamants avant de payer les soldats ; l'effondrement du pont de la rivière Ngezi à Bunia sous le poids d'un camion transportant du

bois pour James Kazini ; le crash d'un petit porteur emmenant des trafiquants ougandais liés aux deux généraux dans le massif du Ruwenzori, côté congolais, sur indication d'Adèle Lotsove ; la participation des troupes ougandaises aux massacres des populations lendu.

5. Les Gegere sont en fait des Hema issus d'un mariage entre un Hema et une Lendu, selon l'historiographie locale. Ils parlent d'ailleurs la même langue que les Lendu, leurs « oncles ».

6. Jusqu'en juillet 2002, environ 10 000 morts selon Oxfam Bunia, près de 15 000 selon des sources missionnaires et 20 000 selon des sources proches des Lendu. Déjà, le 3 novembre 1999, les Nations unies évaluaient à 7 000 le nombre des victimes en Ituri.

7. Enquête de terrain, Bunia, juin-juillet 2002.

8. Voir différents rapports de l'International Crisis Group et d'Oxfam Bunia.

9. Basé sur des écrits idéologiques des siècles passés mentionnant une prétendue supériorité des Bahima. Ces textes sont aujourd'hui critiqués par certains historiens mais ils demeurent cités, y compris par des élites congolaises, pour expliquer et justifier l'interventionnisme ougando-rwandais. On peut se référer, notamment, à des textes de Jean-Pierre Chrétien pour comprendre cette problématique de l'historiographie raciale dans la région des Grands Lacs africains. Voir J.-P. Chrétien, « Les peuples et leur histoire avant la colonisation », in G. Prunier et B. Calas (dir.), *L'Ouganda contemporain*, Paris, Nairobi, Karthala, Ifra, 1994, pp. 30-32.

10. Panel des experts de l'Onu, *Rapport sur le pillage et l'exploitation illégale des ressources de la RDC*, New York, Nations unies, octobre 2002, p. 25.

11. Direction politique RCD/Kisangani, *Commentaires sur les réunions de Kampala, 17 au 19 septembre 2000*, document inédit, Bunia, 23 septembre 2000.

12. Littéralement, « routes du rat ». Les *panya roads* sont de petites pistes le long des frontières communes, empruntées autrefois par les indigènes pour échapper au contrôle des États colonial et postcolonial.

13. Le colonel Edison Muzora et le major Mawa Muhindo sont deux officiers ougandais, respectivement commandant du secteur opérationnel de Bunia en RDC et commandant des troupes ougandaises basées à Bwera en Ouganda, près de la frontière congolaise (Nord-Kivu).

14. Communiqué de presse du RCD/Kisangani daté du 7 décembre 2000 et signé à Kampala par le professeur Pashi Claver, commissaire aux relations extérieures, au titre évocateur : « La direction du RCD Kisangani exige l'arrêt de l'insécurité entretenue par le colonel Muzora et le major Mawa à Bunia et à Kasindi ».

15. La Direction politique RCD/Kisangani, *Commentaires sur les réunions de Kampala...*, op. cit.

16. *Les Coulisseries*, n° 104, 15 février-10 mars 2002.

17. *Le Millénaire*, n° 009, novembre 2000.